

**La saga du gaz de schiste  
Toujours pas d'acceptabilité sociale**

**Vaut-il mieux se rapprocher des combustibles fossiles  
Ou s'en éloigner ?**

**Dominic Champagne**

**Mémoire déposé  
au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
(BAPE)**

**Dans le cadre de l'enquête et audience publique  
sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste  
dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint- Laurent**

**Bécancour, le 11 juin 2014**

2014-06-11

Mémoire déposé au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

**Dans le cadre de l'enquête et audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint- Laurent**

### **La crise du gaz de schiste**

La crise qu'a déclenchée l'industrie du gaz de schiste au Québec en 2009-2010 doit nous servir de leçon pour la suite du monde. Nous entrons dans une ère où l'extraction des énergies fossiles aura un impact de plus en plus lourd sur nos économies et sur nos milieux de vies. À l'heure où les plus hautes autorités scientifiques tentent d'alerter les gouvernements, l'industrie et les peuples sur l'usage viable et raisonnable qui doit être fait de nos ressources communes, en appelant au respect de conditions qui ont mené la création de la vie sur terre ainsi qu'à une plus juste répartition de la richesse, nous espérons que cette crise aura pour effet positif d'entraîner le Québec dans une prise de conscience des méfaits de notre dépendance aux énergies fossiles et dans la prise de décision sage, démocratique et éclairée quant à l'usage du bien commun.

Ce serait une considérable perte de temps et d'énergie de ne pas profiter de l'expérience éprouvante que nous avons vécu collectivement ces dernières années pour relever les défis qu'elle soulève et en faire bénéficier la collectivité dans le sens d'un véritable progrès. La raison scientifique nous y exhorte, le bon sens citoyen nous y oblige.

Il reste à souhaiter que la classe politique, sous l'influence de vos recommandations, aura la sagesse d'agir avec la même clairvoyance dont font preuve certains pays civilisés d'orienter leur politiques énergétiques dans le sens de la transition vers les énergies propres à laquelle nous sommes inévitablement conviés.

Le Québec est assurément bien doté pour le faire, au point qu'il pourrait devenir exemplaire. À l'instar du Danemark, de l'Allemagne ou de la Suède, c'est d'abord en exigeant de tirer le maximum de notre potentiel en énergie propre que nous saurons prendre la mesure de nos besoins réels en énergies sales, et des meilleurs moyens d'en assurer l'approvisionnement. Ce travail-là reste à faire, et à mon sens, c'est le premier défi que nous avons à relever pour rétablir le climat de confiance entre les citoyens, le gouvernement et l'industrie dans les affaires du gaz qui nous occupent.

À l'heure où nous devons tout mettre en œuvre pour assurer le bien vivre de tous et lutter contre le bouleversement de notre climat, il serait malheureux que cette étude achève ses travaux en banalisant les effets d'une industrie aussi lourde sur notre bilan d'émissions de GES, et en rassurant par des mesures de mitigations bien relatives les inquiétudes toujours aussi légitimes quand aux risques des effets sur la qualité de l'eau, de l'air et des terres où nous vivons et où continuerons de vivre les générations à venir.

## **Il n'y a pas d'acceptabilité sociale**

Pour avoir été en lien constant avec les citoyens depuis le début de cette crise, je peux témoigner du fait que l'idée du développement de cette industrie sur nos terres est encore aujourd'hui très loin de remporter l'acceptabilité sociale tant convoitée par l'industrie. La vallée du Saint-Laurent est le garde-manger du Québec, le coeur agricole et historique où vit une importante partie de la population. Et les dizaines de milliers de citoyens, de tous les milieux, de toutes les classes sociales et de toutes les générations qui se sont mobilisés face à une industrie responsables d'agissements pour le moins discutables qui ont miné sa crédibilité, ces citoyens ont acquis depuis une connaissance solide du dossier qui dépasse même les limites de l'EES menée ici.

Vous avez sans doute été à même de constater dans le cadre de ces audiences, à quel point les citoyens, a priori totalement étrangers au sujet des hydrocarbures non-conventionnels, ont développé une connaissance approfondie du sujet, fondée sur une recherche rigoureuse et une réflexion aussi patiente que généreuse, aussi critique que pertinente. Des centaines d'honnêtes hommes et femmes ont investi un temps considérable à documenter les cas, les études, les politiques et les jeux d'influence non seulement sur notre territoire mais partout dans le monde où le boom gazier s'est propagé.

On n'y reviendra pas sur l'éprouvant mélodrame de la saga du gaz de schiste, si ce n'est pour rappeler à quel point les faits vécus dans plusieurs cas bien précis (cession des permis, agissements durant les forages, à St-Grégoire comme à Saint-Louis sur Richelieu, fuites incontrôlées, notamment à La Présentation et Leclercville), ont discrédité l'industrie et miné la confiance des citoyens.

On s'en souviendra, la mobilisation cumulée de l'intelligence citoyenne, de militants écologistes, de nombreux esprits scientifiques et de communicateurs responsables aura réussi à nous donner une formidable leçon de démocratie et à imposer le respect à l'industrie comme au gouvernement. Cet esprit de vigilance est toujours bien en vie, et la communauté plus instruite que jamais, plus déterminée et plus assurée de son bon droit aujourd'hui qu'au début de la crise. Ces citoyens sont devenus les éclaireurs crédibles d'une opinion publique qui n'a pas fléchi dans son opposition à l'industrie du gaz de schiste.

On pourra faire valoir que le parti qui vient d'être porté au pouvoir par la sanction populaire en avril dernier avait clairement pris position en faveur du développement de l'industrie, et que par là, la démocratie a déjà parlé dans le dossier. Ce serait sous-estimer la profondeur de la résistance citoyenne qui sera prompte à réagir en force au moindre signe de retour en force de l'invasion gazière.

Du côté de l'industrie, au demeurant bien représentée au sein de l'EES, il serait malheureux que l'on continue, comme l'on fait à répétition quelques importants représentants de l'APGQ, de qualifier les honnêtes citoyens occupés par cette affaire de bloqueurs, de nonistes, d'irrationnels, de grands émotifs ou d'écoterroristes. Et de croire qu'on aura tous ces malheureux à l'usage, que d'un BAPE à l'autre, en passant par d'une EES sur le gaz de schiste à une autre sur l'ensemble des hydrocarbures, on pourra tabler sur l'essoufflement des forces citoyennes, et sur la précarité naturelle du bénévolat qu'un tel engagement souvent harassant suppose, le temps que le prix du gaz reste au plancher et que, le temps venu, les conclusions d'une raison techno-scientifique bien

financée aura le dessus sur une autre raison qui, si est elle souvent tout aussi scientifique, n'a pas toujours les puissants moyens de l'industrie pour faire valoir ses intérêts.

### **Établir la pertinence**

On se souviendra au départ que cette EES avait entre autres fonction de calmer la colère des citoyens, en retardant l'avancée de l'industrie par la tenue d'une étude forcée, au coût de plusieurs millions de dollars de fonds publics, avec pour objectif de prendre le temps et les moyens qu'il faut pour «établir la pertinence» du développement de l'industrie au Québec.

Nous croyons que l'expérience américaine nous donnait alors suffisamment à comprendre pour qu'on évite une telle dépense et que l'injection de ces millions, par exemple dans des projets de bio-méthanisation, aurait sans doute été plus profitable pour répondre à une partie de nos besoins d'alimentation et d'autosuffisance en gaz naturel.

En évitant de nommer, parmi les membres de l'EES, aucun représentant des citoyens directement impliqués dans la «résistance» à l'industrie, en contrepartie on s'est assuré de la présence de représentants de l'industrie directement associés à la promotion de ses intérêts. Pour mémoire, rappelons que nous avons rencontré le ministre de l'Environnement de l'époque, Pierre Arcand, pour dénoncer ce manque de crédibilité qui minait à l'avance les conclusions de l'étude annoncée. Le gouvernement a pris le risque de la crédibilité même de ses travaux : nous y voilà.

Il s'agissait de tenter de répondre sur une base plus scientifique aux questions légitimes des citoyens que ce développement soulevait, par études plus étayées que les affirmations laconiques avancées par l'industrie lors des premiers travaux du BAPE tenus en 2010. On se souviendra qu'à l'époque les gens de l'industrie avançaient souvent main dans la main avec les membres du gouvernement en réfutant à répétition les inquiétudes manifestées par la population sur la base de la spécificité du shale de l'Utica ou de l'application éventuelle des plus hauts standards au monde, banalisant la comparaison avec les expériences pourtant pleines d'enseignements vécues ailleurs.

### **Préparer le terrain au retour de l'industrie**

Pour repartir la machine sur des bases plus conviviales, il faut maintenant rétablir un climat de confiance pour gagner l'acceptabilité sociale des citoyens, en veillant à l'établissement des règles de l'art qui paveront la voie au retour de l'industrie.

Avec Michael Binnion, président de l'APGQ, on pourrait penser que l'exercice auquel nous nous prétons présentement n'est qu'un exercice politique, une entreprise de relations publiques ou de pseudo éducation populaire qui a pour but de rendre acceptable un projet qui demeure toujours inacceptable aux yeux d'une importante majorité de la population du Québec pour qui le gaz de schiste représente d'abord une source d'appauvrissement, de destruction des milieux de vie, de recul et non de progrès.

À la lecture des rapports de l'EES, on s'explique mal comment dans les conclusions de février 2014 proposées par le Ministre de l'Environnement de l'époque arrivent à ce point à banaliser les craintes des citoyens reléguées au rang des préoccupations émotives souvent non fondées malgré les conclusions par ailleurs éloquents du rapport de l'Institut National de la Santé Publique déposé en septembre 2013.

La réalité des faits et la raison scientifique nous dit qu'il y a un important prix à payer à extraire le gaz de schiste du territoire où il se trouve. Cela ne fait aucun doute. Soyons francs : ce qui se trame aujourd'hui, lentement mais sûrement c'est que, par le biais même des études et des audiences en cours, on est en train de paver la voie au retour de l'industrie du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent. On fera bientôt valoir l'exemple des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de nombreux pays, pour tenter de renverser l'opinion publique. Puis, on proposera quelque puits expérimentaux, un projet-pilote, sous prétexte d'acquérir des connaissances, ou de connaître le potentiel réel. Déjà, des rumeurs circulent à l'effet qu'on est œuvre à cuisiner des maîtres plutôt favorables et qui feront la promotion de ces opportunités auprès de localités peu peuplées, histoire de nous mettre tranquillement le doigt dans l'engrenage. Tout cela relève d'une stratégie dont nous ne sommes pas dupes.

Ce qui se trame actuellement à nos yeux, c'est le dépôt d'un rapport qui recommande de pousser plus avant le développement de l'industrie par l'autorisation à des fins expérimentales de puits qui ouvrirait la voie aux premiers investissements. Et pourtant.

### **Les méfaits de la fracturation hydraulique**

Les études et les cas se sont multipliés depuis des années, pour confirmer les méfaits liés à l'exploitation, notamment à la fracturation hydraulique : contaminations de nappes phréatiques, déversements de produits toxiques et de liquide de fracturation sur les terres et dans les cours d'eau, des centaines de cas ont été répertoriés en Pennsylvanie, au Wyoming, au Texas, au Colorado, au Dakota du Nord, etc. Souvent niés par l'industrie et banalisés par le gouvernement, non seulement les accidents peuvent-ils se produire, mais ils se produisent les faits sont là, pas toujours comptabilisés par l'EES de façon aussi exhaustive qu'on l'aurait espéré.

Certains pays ont décidé de passer outre les dangers encourus et les impacts réels, en alléguant la nécessité de la croissance de l'économie. On ne fera pas ici la liste des milliers de cas bien réels qui témoignent du prix à payer dans le développement de cette industrie. Rappelons seulement que les impacts négatifs demeurent nombreux :

Le nombre de puits et la transformation de milieu de vie en zone semi-industrielle

La pollution de l'air et le smog

L'étanchéité des coffrages, fuites de méthane et autres émanations fugitives

La pollution de l'eau

Le volume d'eau

La toxicité des produits et le traitement de eaux de fracturation

Les déversements des eaux

Contamination de nappes phréatiques et de puits privés

Les risques de contamination liés aux inondations des sites de forages

Les accidents, explosions, incendies  
Radioactivité  
Les impacts sur la santé humaine et animale  
Destruction des habitants naturels et le massacre du paysage  
Le camionnage intensif, le bruit, les vibrations et autres nuisances pour les populations  
Le torchage des émanations fugitives  
La perte de valeur des maisons, des propriétés et la hausse des primes d'assurances  
Les impacts sur le réchauffement climatique  
Les impacts sur le milieu de vie et sur le mode de vie

**Les coûts réels et le prix à payer**  
**Des impacts négatifs toujours inacceptables**

Pour justifier l'exploitation, il faudrait trouver une façon d'en calculer le prix véritable en y incluant les coûts de l'ensemble de ses impacts, sociaux et environnementaux, sans omettre les coûts incalculables des effets de la combustion et de l'émission de ces gaz sur le climat.

En toute honnêteté, une pratique spécifiquement québécoise, qui s'appliquerait dans des zones où la contamination des sources d'eau ne serait pas à risque, par des techniques où les émissions de méthane seraient réduites à un taux acceptable (dans un contexte où le marché du carbone imposerait les taxes), une pareille pratique est-elle réellement envisageable, de façon compétitive avec les marchés voisins canadiens et américains qui sont les nôtres, là où les normes sont bien en-deça de l'exigence minimale que nous sommes en droit de poser sur le territoire où nous avons autorité, à l'heure du bouleversement climatique ?

Dans le contexte énergétique américain, marqué par une forte dépendance au charbon, il est possible que l'on ait pu considérer le gaz de schiste comme une avancée vers les énergies moins polluantes, quoique la preuve reste à faire et la vérité difficile à faire valoir. Ce n'est assurément pas le cas du Québec où nous avons misé depuis longtemps sur une énergie propre dont nous pouvons aujourd'hui assurément mieux utiliser les surplus.

Pour ne citer qu'un seul exemple : quel cas avons-nous fait de l'impact des émissions fugitives de 10,000, de 20,000 puits sur la base des puits existants au Québec et des émissions fugitives que les inspections y ont révélées sur le 2/3 de ces puits ? C'est une réalité qu'on a peut-être eu tendance à banaliser, mais c'est une réalité qui demeure, et sur laquelle il me semble on trouve bien peu d'explications dans le cadre de l'EES. N'est-il pourtant pas évident que le simple héritage de dizaines des milliers de puits dans la vallée du Saint-Laurent, avec les risques réels d'émissions fugitives liées à leur durée de vie, risque de laisser un passif très lourd ?

Les modèles économiques qui aujourd'hui pressent la création d'une richesse à court terme mais qui en réalité risquent l'appauvrissement des générations sont pas des modèles aussi raisonnables qu'on veut nous le faire croire...

## **Appel à la raison - Le Québec et les combustibles fossiles à l'heure des appels de la raison scientifique à lutter contre le réchauffement climatique**

Si la quantité d'impacts négatifs potentiels ne justifie pas, a priori, de lancer le Québec dans la production de gaz de schiste dans la Vallée du Saint-Laurent, on conviendra que nous sommes tous consommateurs de gaz naturel et que nous devons agir de façon responsable.

La pensée économique qui est au cœur de l'entreprise qui nous occupe voudrait que la croissance de notre production et de notre consommation d'énergie fossile soit un moteur de création de richesse, d'emplois, de revenus pour l'État et de mieux-être pour la collectivité. Or, les émissions de gaz liés à la combustion des énergies fossiles sont en train de compromettre les conditions même qui ont mené à la création de la vie sur terre. Aucune espèce vivante n'a eu une relation aussi désastreuse avec son milieu de vie que la nôtre. L'an dernier, l'espèce humaine a atteint pour la première fois la limite d'émissions de carbone dans l'atmosphère tolérable à notre climat. On a connu des records de chaleur, des feux de forêt et des inondations, historiques, pas une semaine sans qu'on nous parle de déversements, de contaminations, de destructions d'écosystème, de régression de la biodiversité, d'effondrement de notre civilisation dû à un usage mal avisé de nos ressources naturelles.

La raison scientifique nous dit qu'il faut laisser sous terre au moins les 2/3 des ressources fossiles pour limiter le réchauffement. Les plus récentes affirmations qui ont émané du GIEC, de l'Agence internationale de l'Énergie, des Nations Unies, voire de la Banque Mondiale exhortent les États du monde entier à désinvestir dans l'extraction et la combustion des énergies fossiles au profit du développement de sources en énergies propres et viables.

Au Québec, ceux qui prônent l'idée qu'on devrait se sortir des combustibles fossiles plutôt que de s'y enfoncer, ces gens-là sont dénoncés par la classe politique et leur relais médiatiques comme des rêveurs. Dans des pays comme la Suède ou le Danemark, ces rêveurs-là sont au pouvoir, à la tête de pays parmi les plus prospères, les plus équitables et les plus heureux de la planète...

L'Allemagne, qui demeure la force économique la plus puissante d'Europe, résiste toujours à la tentation du gaz de schiste, et ce malgré la forte pression exercée par la situation politique actuelle en Ukraine et la difficulté posée à son alimentation en gaz russe. Si l'Allemagne en venait à la décision de se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste, dans des régions où la question de l'eau serait hors de cause, ce serait cependant après des années d'un effort véritable en matière d'efficacité énergétique, de développement des énergies propres, une volonté réelle de transition énergétique. Aujourd'hui, en Allemagne, quand on bâtit une maison neuve, le propriétaire est contraint à ce que sa maison produise de l'énergie. Non pas qu'elle en consomme : qu'elle en produise. On est loin de ça au Québec.

Et pourtant, on est à chercher des vecteurs de développement économique viables, des modèles de prospérité et de fierté. Le Québec est l'une des sociétés les plus énergivores au monde. Chaque année on émet 10 tonnes de gaz à effet de serre par habitant, soit presque deux fois la moyenne mondiale. Une exploitation de milliers de puits de gaz de schiste viendrait rajouter des millions de tonnes de carbone à notre bilan énergétique. Selon certaines sources, le développement de l'industrie du gaz de schiste au Québec rendrait impossible l'atteinte de nos objectifs de réduction de GES d'ici 2020 qui au contraire augmenterait de près de 25%..

Si l'extraordinaire essor que l'industrie a connu aux Etats-Unis peut être considéré comme une avancée vers les énergies propres, considérant l'importance du charbon comme source d'énergie, dans le contexte énergétique du Québec, la perspective est toute différente. On rétorquera que le Québec ne fait pas le poids quand la Chine et les États Unis traînent de la patte. Mais nous avons, comme chaque pays, notre juste part à faire.

Notre consommation de combustible fossile n'est pas une fatalité et ce serait une erreur que de s'enfermer dans une logique où la croissance économique serait tributaire d'une émission de carbone mortifère.

### **Les alternatives**

Pour établir la pertinence de l'exploitation du gaz de schiste, il faudra considérer les efforts que le Québec devraient déployer en alternatives au gaz de schiste, par exemple la bio-méthanisation. Quelle part de nos besoins un développement de la biométhanisation, suivant les expériences de Rivière-du-Loup et de Saint-Hyacinthe, pourrait-il combler ? À Stockholm, par la seule gestion des déchets, on réussit maintenant à chauffer la quasi-totalité des immeubles et à subvenir à l'alimentation du transport en commun. Quelles considérations l'EES a-t-elle eu pour ces alternatives s'il s'agit d'établir la pertinence du gaz de schiste?

Quelle part a-t-on accordé, rigoureusement dans le cadre de l'EES, aux alternatives au gaz de schiste et aux solutions de remplacement au gaz naturel:

Efficacité énergétique

Surplus hydro-électrique

Énergies renouvelables : éolien, solaire, biomasse, etc.

On comprend que ce n'est pas le mandat de la présente étude de faire preuve de volonté politique ou de dégager un plan d'ensemble de l'usage de nos ressources en énergies. Mais la question mérite d'être portée haut et fort. On notera cependant que le développement de l'industrie aux Etats-Unis a déprécié les efforts d'investissements dans les énergies alternatives et retardé pour ne pas dire compromis la nécessaire transition vers un monde affranchi de sa dépendance aux énergies fossiles.

### **Il n'y aura pas d'acceptabilité sociale**

J'ai personnellement été à l'origine d'une opération qu'on a fini par appeler « Vous n'entrerez pas chez-nous. Après avoir étudié la Loi sur les Mines, j'en ai rédigé avec quelques autres la première lettre dont j'ai fait imprimer, à mes frais, les 5 000 premières copies à l'imprimerie du village.

Deux ans plus tard, après des centaines d'heures de bénévolat et une extraordinaire campagne de sensibilisation et d'éducation populaire, plus de 60,000 propriétaires terriens ont manifesté leur refus de voir l'industrie se présenter sur leur terre pour y mener leurs travaux d'exploration. Des



dizaines de milliers de citoyens ont développé une conscience réelle et profonde de l'impact de ce développement sur leur milieu de vie. Si aujourd'hui, les citoyens qui ont milité n'ont pas le temps ou l'énergie de venir témoigner, il suffira d'un retour de l'industrie pour mettre à nouveau le feu aux poudres, croyez-moi.

Les habitants de la Vallée du Saint-Laurent nourrissent une saine méfiance à l'égard des prospecteurs qu'on aurait tort de sous-estimer. À défaut de voir un réel moratoire décrété, et de voir une loi adoptée consacrant officiellement la fin de tout projet d'exploitation du gaz de schiste, ils se sont donnés les moyens d'exprimer clairement leur opposition à ce développement. S'il le faut, la résistance se manifesterà de nouveau, sans l'ombre d'un doute.

### **Déficit de confiance et l'importance du BAPE**

Le Bureau des Audiences Publiques représente un rempart qu'il est capital de ne pas affaiblir ou de dénaturer. S'il appartient maintenant au BAPE de procéder à ses recommandations, il importe de donner une voix à cette intelligence citoyenne qui s'est manifesté si haut et si fort ces dernières années, et de s'en faire le représentant. Le BAPE a un rôle déterminant à jouer dans la confiance que nous aurons collectivement dans les décisions qui détermineront l'usage du bien commun.

### **Une tradition pour un usage démocratique de nos ressources en énergie**

Pour renouer avec la confiance, inspirons d'un exemple éloquent, à même notre histoire récente. Il y a 50 ans, dans un extraordinaire effort de volonté politique et suite à un exemplaire exercice de démocratie, qui nous fait assurément défaut présentement, le Québec a fondé sa modernité énergétique selon deux valeurs fondamentales : le partage de la richesse et une énergie propre.

Pour obtenir la sanction du peuple, René Lévesque le ministre des Richesses naturelles a démontré aux quatre coins du Québec la nécessité de procéder au «règlement raisonnable d'une situation parfaitement absurde» ...

Aujourd'hui, ce qui est raisonnable, c'est de se mettre à l'écoute de la raison scientifique, et aussi économique, qui exhorte les gouvernements du monde entier à désinvestir dans les combustibles fossiles pour éviter que le bouleversement climatique ne dégénère en catastrophes.

Aujourd'hui ce qui est raisonnable, c'est d'orienter nos grandes décisions politiques comme les simples gestes individuels dans le sens d'un éloignement des énergies fossiles.

Ce qui est raisonnable, c'est d'investir dans la bio-méthanisation de nos déchets pour paver la voie à une production de gaz naturel qui a aussi pour effet de régler un problème environnemental plutôt que d'en créer un, et de créer des emplois viables et un développement réellement durable.

Aujourd'hui, ce qui est raisonnable, c'est de donner au Québec un plan crédible de sortie du gaz et du pétrole et une stratégie énergétique à la hauteur de notre potentiel et de nos exigences, comme citoyens du Québec et comme citoyens du monde.

Car ce qui serait absurde aujourd'hui, serait de se lancer à la recherche des nouvelles réserves de combustibles fossiles parmi les plus sales et les plus polluants de la planète, au nom d'une soi-disant autonomie énergétique, sans prendre avoir pris le temps de mettre ce plan au point et de considérer si vraiment les risques liés au gaz de schiste ont leur place véritable et si les risques sont justifiés.

Aujourd'hui, ce qui est absurde, c'est la tentation de faire de la Pennsylvanie ou de l'Alberta nos modèles de développement quand c'est du côté des pays qui misent sur le développement des alternatives énergétiques que l'on doit s'inspirer.

### **Pour un plan crédible de sortie du Québec des énergies fossiles**

Pour établir la pertinence de l'exploitation du gaz de schiste, il faudra d'abord doter le Québec d'un plan crédible de sortie des énergies fossiles, qui après avoir considéré tout le potentiel en énergie propre et renouvelable, saura mesurer, avec rigueur, la sagesse de nous investir dans le gaz de schiste.

La confiance dans l'avenir, dans notre industrie et en nous-mêmes ne saurait être établie qu'au bout de cet exercice, dans la rencontre de cette exigence économique et écologique où on aura le courage de considérer les coûts réels, incluant les externalités, et les bénéfices réels pour l'ensemble de la société, et non pas seulement en considération de la rentabilité pour l'industrie, de la création d'emplois et des redevances que l'État pourrait en tirer à court terme.

Le Québec est extrêmement bien doté pour redevenir le chef de file en énergie propre qu'il a été. Aujourd'hui, la nécessaire et inévitable révolution énergétique à laquelle nous sommes conviés doit se faire dans cet espace où le rêve et la réalité se rencontrent, comme on l'a fait avec la nationalisation de l'électricité, en procédant maintenant dans le respect des limites des ressources de notre planète, à commencer par les ressources dont nous contrôlons le développement sur le territoire où nous vivons.

Si on se dit sincèrement et rigoureusement «favorable à l'exploitation des énergies fossiles de façon responsable, alors le sens de la responsabilité doit commencer par doter le Québec de ce plan crédible de sortie des énergies fossiles, aussi nécessaire qu'inévitable, et de miser sur la rencontre de l'exigence écologique pour stimuler l'innovation et la création d'emplois porteurs non seulement d'avenir mais aussi d'une grande fierté.

### **Pour une politique énergétique à la hauteur de notre potentiel et de nos ambitions.**

Depuis des mois, par l'effet de raccourcis alimentés par la pensée magique qui martèle à qui veut l'entendre que notre prospérité et l'équilibre des finances publiques du Québec passe par l'exploitation de nos ressources en hydrocarbures. Nous avons le devoir d'une approche rigoureuse, transparente et démocratique.

Ce qui doit commencer, aux termes de cette évaluation, c'est l'élaboration d'une politique énergétique qui remette le Québec à l'avant-garde dans le développement des énergies propres,

pour une utilisation responsable, démocratique et écologique des ressources communes en énergies.

Une politique qui par la suite devra être soumise à la sanction populaire. Car il revient au peuple de décider de l'usage sage, viable et raisonnable qui doit être fait de nos ressources collectives.

### **Un choix de société**

Une idéologie puissante, convaincue de son bon droit, et bien ancrée dans les plus hautes sphères de décision, est à l'œuvre pour déterminer de l'usage qui sera fait du bien commun. Mais il est encore permis de rêver que la raison puisse triompher.

L'idéologie du progrès et de la croissance qui aimerait nous faire croire que nous devons continuer à malmenager, affaiblir et détruire l'environnement du territoire où nous vivons et à épuiser les ressources pour produire davantage de biens de consommation cause tout autant la ruine de la prospérité qu'elle ne l'encourage. Des milliers de citoyens sont concernés par les bouleversements que provoquerait le retour de l'industrie dans la vallée du Saint-Laurent. La paix sociale y sera indéniablement menacée.

Je ne sais pas si l'Histoire finira par donner raison à ceux qui militent de toutes leurs forces pour que l'équilibre sacré du monde dans lequel on vit soit respecté. Je ne sais pas si le cul de sac où nous semblons nous retrouver trop souvent par les temps qui courent et qui obligent des centaines de citoyens à étudier, à s'activer pour que la voie du bon sens et leur volonté de protéger leur milieu de vie soient entendues, je ne sais jusqu'où cette démocratie de plus en plus déficitaire va nous mener, je ne sais pas à quel point le beau et gros travail accompli par tant de citoyens, honnêtes et hommes et femmes qui se sont reconnus dans cette lutte pour la préservation de la qualité de la vie, je ne sais pas si cette générosité va finir par être justement récompensée, ni si le courage même va nous mener, comme société, vers un réel progrès, avant que l'eau que l'on boit, et l'air qu'on respire, et le monde où on vit ne soient définitivement compromis.

Mais je sais que les chemins que ces citoyens ont emprunté depuis quelques années dans cette saga du gaz de schiste, ces chemins qui aiment le territoire où nous habitons, un pas après l'autre, incarnent le contraire de l'indifférence crasse où trop souvent nous nous enfonçons. Aujourd'hui, plusieurs hommes et femmes se sont lassés de ce combat où les tensions ont souvent été vives, et où plusieurs ont payé de leur santé, de leurs économies personnelles et de celui de leurs entreprises les positions courageuses qu'ils ont défendues.

Il appartient aujourd'hui au Bureau des Audiences Publiques de ne pas les décevoir, d'être leur relais et de se faire la voix de leur préoccupation, les défenseurs de leurs droits de vivre dans un monde sain et sauf, libéré des sources de son étouffement, de son propre effondrement.

Dominic Champagne  
Deschaillons, le 11 juin 2014